



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :
Patricia MIRALLES

Attractivité - Épidémie de Covid-19 - Mesures de soutien aux acteurs économiques face à la crise sanitaire et économique - Dispositif d'aide aux loyers pour le mois d'octobre 2020 - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

La Métropole de Montpellier comme tous les territoires est confrontée à une crise sanitaire et économique sans précédent depuis le mois de mars 2020 avec des conséquences importantes pour son tissu économique.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc apporter une réponse immédiate aux entreprises pour soutenir durablement l'économie et l'emploi en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales.

Une des charges fixes les plus importante étant les loyers, il est essentiel pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accompagner les entreprises locataires qui peinent à faire face à leurs charges locatives en mettant en place un fonds d'aides aux loyers.

A travers un fonds d'aide aux loyers, il s'agit de proposer une subvention d'aide au paiement du loyer du mois d'octobre 2020 à destination des entreprises en location, particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation.

Ce fonds permettra de favoriser la continuité de l'activité économique du territoire afin de maintenir l'emploi, dimension essentielle de la politique publique de développement économique.

Ce dispositif s'appuie sur :

- les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale,
- la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 n°2020/C911/01, et notamment son paragraphe 3.1 relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 € TTC le seuil des aides dîtes de minimis,

Le dispositif doit s'accorder avec les articles proposés ci-dessous :

ARTICLE 1 : Les dispositions de la délibération N°M2020-241 du Conseil du 12 octobre 2020 sont abrogées ;

ARTICLE 2 : Une aide au paiement du loyer est attribuée aux bénéficiaires remplissant les conditions visées à l'article 3. Cette aide est égale au montant du loyer du mois d'octobre 2020, incombant au locataire, à concurrence d'un montant de 1000 €TTC au maximum;

ARTICLE 3 : Peuvent bénéficier de l'aide prévue à l'article 2, les personnes physiques et morales de droit privé qui répondent aux conditions suivantes :

- 1° Avoir leur siège sur le territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 2° Être locataire d'un local à usage commercial ou professionnel sur le territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole (hors propriétaire), dès lors que cette location n'intervient pas dans le domicile personnel ;
- 3° Justifier d'une existence minimale de 3 mois antérieurement à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus ;
- 4° Avoir une activité stipulée dans les listes annexées S1 et S1 Bis ;

- 5° Être dans un cas de fermeture administrative causé par arrêté préfectoral ou avoir une baisse d'au moins 50 % du chiffre d'affaires par rapport au mois d'octobre 2019 ;
- 6° Avoir un effectif inférieur ou égal à dix salariés. Ce seuil est calculé selon les modalités prévues par le I de l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale susvisé ;
- 7° Avoir un montant de chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos inférieur à 500 000 € HT. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 30 septembre 2020 doit être inférieur à 41 667 € HT pour le dépôt des dossiers au titre du mois d'octobre ;
- 8° Avoir un bénéfice imposable, augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant, au titre de l'activité exercée, qui n'excède pas 45 000 € HT au titre du dernier exercice clos. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos un exercice, le bénéfice imposable augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant est établi, sous leur responsabilité, à la date du 30 septembre 2020, sur leur durée d'exploitation et ramené sur douze mois pour le dépôt des dossiers au titre du mois d'octobre ;
- 9° Ne pas avoir perçu plus de 800 000 € TTC d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices ;

L'éligibilité de chaque demande au dispositif se fera sur la base des pièces obligatoires suivantes :

- Un formulaire de demande et une attestation de déclaration sur l'honneur à respecter l'ensemble des critères signés électroniquement par le dirigeant de l'entreprise.
- Un Extrait K, Kbis, Extrait D1 ou Avis de situation SIRENE de moins de trois mois.
- Un avis d'échéance de loyer (ou quittance de loyer) du mois d'octobre, précisant l'identité du bailleur et du locataire, l'adresse du bien loué, la date d'échéance (ou quittance) et le montant du loyer et des charges.
- Une copie recto/ verso de la carte d'identité du dirigeant / de la dirigeante de la société
- Un Relevé d'Identité Bancaire original au nom de la société

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention type ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies ;
- d'imputer la dépense correspondante à l'aide prévue à l'article 1 sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'abroger les dispositions de la délibération n°M2020-241 du Conseil du 12 octobre 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Joël RAYMOND.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148713-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention aide aux loyers OCTOBRE NOVEMBRE 2020.pdf
- FDS-entreprises-secteursS1-S1bis-02112020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.